Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 585

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ÉNERGIE, NOTRE AFFAIRE

Zurich à l'ombre de Kaiseraugst

Les économies d'énergie, on en parle beaucoup et on en fait peu. C'est une tâche qui incombe d'abord aux consommateurs, a conclu le Grand Conseil zurichois, en rejetant la motion d'une députée, convaincue que des actions concrètes s'imposent rapidement.
Pour la majorité de ce parlement il est insensé d'obliger les sociétés productrices d'électricité dans le canton «à prendre toutes les mesures adéquates pour stabiliser la consommation» — preuve du besoin pour la climatisation, interdiction de nouveaux chauffe-eau électriques, indication de la consommation énergétique des appareils, etc.
Il est vrai que le canton de Zurich a donné son aval à la construction de Kaiseraugst. Alors, à quoi bon se faire du souci?

Tandis que le parlement zurichois met l'accent sur un approvisionnement «sûr et suffisant» (suffisant pour quoi faire?), la multinationale Exxon nous apprend, dans un rapport sur les prévisions énergétiques pour l'an 2000, que d'ici vingt ans nous consommerons 19 à 39% moins d'énergie, selon les pays, pour un revenu égal; et moins encore si des prescriptions légales sont édictées.

POLICE, POMPIERS, PRESSE

La liberté nucléaire

Après l'accident de Three Mile Island, l'Association suisse pour l'énergie atomique (ASPEA) avait déposé plainte contre la SSR: l'information diffusée n'aurait pas été à la hauteur. Pas de violation de la concession, tel est le constat final du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie.

L'ASPEA enregistre la décision officielle dans son dernier bulletin d'information, «Flash nucléaire» («Raccourci de faits et d'opinions alimentant le débat nucléaire»), mais commente tout de même les «insuffisances» de l'information diffusée par la radio et la télévision au moment de l'accident en question. Et de mettre les points sur les «i»: «La presse et les médias sont redevables au public de prendre particulièrement au sérieux ce qui constitue leur premier devoir en cas de crise, à savoir l'information.» Et de proposer comme modèle des «solutions» à envisager pour les cas «d'urgence» dans une centrale nucléaire les suggestions d'un certain «Media Institute» de Washington, publiées précisément après Three Mile Island. A savoir, entre autres, la préparation, à l'avance, de «plans d'information», l'organisation, à l'intention de la presse, de séminaires sur les notions de base de l'énergie nucléaire, l'obligation, pour les médias ne disposant pas de leur «propre personnel», de disposer, en cas d'incident, d'un expert de l'énergie nucléaire.

* * *

Des forces de sécurité spécialisées dans la protection des installations nucléaires, des contingents de travailleurs spécialisés, exposés par rotation aux doses maximales d'irradiation, et finalement une presse encadrée par des «experts» spécialisés dans la «bonne» information en cas de «pépin». La boucle est bouclée. La liberté par le nucléaire. Prochaine suggestion de l'ASPEA: la création de groupes de visiteurs, spécialisés dans les tournées de centrales nucléaires et autres usines de retraitement, et spécialement formés pour diffuser ensuite des témoignages corrects. Au nom de l'objectivité et de la sécurité. Bien entendu.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

A l'abri dans sa prison

Bel article, dans *La Nation* du 7 mars, de A.M. (Albert Muret? Non, il est mort... André Manuel? André Marcel? Alphonse Morel? André Muret, peut-être...) qui ne déparerait pas l'anthologie des Groupements patronaux vaudois publiée l'année passée.
A.M. s'en prend à *Amnesty International*, lequel «se propose de lancer une offensive pour la suppression de la peine de mort dans le code pénal militaire, c'est-à-dire en cas de guerre».
Et de commenter:
«Cette proposition est intéressante. En cas de guerre, lorsqu'un traître aura peut-être envoyé à la mort des centaines ou des milliers de soldats, il restera, lui, à l'abri dans sa prison pendant que les braves types iront sur le front se faire casser la figure.»
Et de conclure:
«Amnésie nationale.»
(Attention, A.M., les enfants qui ont trop d'esprit meurent jeunes, disait ma grand-mère!)
Dommage que Jean Piaget soit mort: peut-être aurait-il pu nous expliquer les mécanismes de cerveaux comme celui de A.M. ... «... *à l'abri dans sa prison*»: je me suis demandé où l'on pourrait installer cette prison «à l'abri», même en cas de guerre. La grotte de Manloup? Trop petite. La grotte aux fées de Vallorbe? Les détenus n'auraient pas très chaud et il y aurait quelque difficulté pour les ravitailler.
«... *iront sur le front*»: On se demande comment A.M. se représente «*le front*» dans l'éventualité d'une guerre... Nos troupes se retranchant derrière la Menthue? ou s'accrochant au Talent? Pas de doute: A.M. en est resté à la bataille de Marignan, ce qui est un comble pour quelqu'un qui par ailleurs professe sans doute, comme tous ses semblables, que la dite bataille a été perdue faute de divisions blindées et d'aviation de chasse.

Encore un point: on serait curieux de savoir ce qu'il entend par «traître» et comment il fait pour distinguer entre le «Traître S.» et tel marchand de canons qui livrait des armes au III[e] Reich ou tel colonel plus ou moins pro-nazi. La question se pose, car enfin — ordre et tradition — 30 juges vaudois (sur 31) ont envoyé à l'échafaud le *traître* Davel...

J.C.

REÇU ET LU

Tessin: une presse de parti qui annonce la couleur

Et si on jetait un coup d'œil à une presse qui «souffre» en Suisse des mêmes handicaps que la presse francophone, points de vue de minoritaires, marché publicitaire restreint, réservoir de lecteurs peu important, et on en passe! Au Tessin, puisque c'est de ce canton que nous voulons parler, chacun des six partis représentés au Grand Conseil possède un journal qui mentionne ouvertement son engagement politique dans son titre.

Les trois formations politiques principales s'expriment à travers un quotidien: «Il Dovere» pour le Parti libéral-radical, «Popolo e Libertà» pour la démocratie-chrétienne (au Tessin le Parti populaire démocratique) et «Libera stampa» pour le Parti socialiste.

Les trois autres partis gèrent un hebdomadaire: «Politica nuova» pour le Parti socialiste autonome, «Il lavoratore» pour le Parti du travail et «Il Paese» pour l'Union démocratique du centre (les libéraux-radicaux du district de Mendrisio ont leur propre hebdomadaire «Vita nuova»).

Le tirage des quotidiens susnommés est modeste, qui les place aux 3[e], 4[e] et 5[e] rangs de la presse tessinoise. Les deux premières places sont occupées par «Corriere del Ticino», dont le tirage est supérieur à la somme des tirages des trois quotidiens de parti, et «Giornale del Popolo», quotidien catholique. Le sixième quotidien tessinois est «Gazzetta Ticinese»; c'est le plus vieux quotidien tessinois, d'inspiration libérale, mais qui s'est embourbé dans d'importantes difficultés ces dernières années.

Pour vivre, les journaux de parti doivent compter sur les abonnements des militants et sur leurs contributions sous diverses formes, notamment par le paiement d'abonnements de soutien. Pour «Libera Stampa», plus d'un millier d'abonnés qui arrondissent leur abonnement en versant au moins 135 francs par année.

Les hebdomadaires de parti ont aussi besoin de telles ressources. «Politica nuova» propose un abonnement de solidarité à 60 francs et un abonnement de soutien d'au moins 100 francs. «Il Lavoratore», comme ses journaux frères «La Voix ouvrière» et «Vorwärts», organise régulièrement une campagne financière dont l'objectif 1981 est fixé à 50 000 francs. Quant au «Paese», il tirera au sort un agneau pascal et neuf autres lots entre les abonnés qui auront payé leur dû jusqu'à fin mars...

Relevons encore que la socialiste «Libera stampa» publie régulièrement une page du Parti socialiste des Grisons sous le titre «Contatti».

Surprenante vivacité d'une presse à laquelle l'application stricte des sacro-saintes lois du marché n'aurait laissé aucun espoir de survie.

CONTRE-INFORMATION À FOISON

Toujours au Tessin, il existe une presse politique hors des cadres traditionnels. Les groupements, comme le PSO et le Parti communiste de Suisse/marxiste-léniniste, ont un organe en italien correspondant à leurs publications dans les deux autres langues: «Rosso» dans un cas et «Ottobre» dans l'autre. L'Union ouvrière, proche du Parti communiste de Suisse/marxiste-léniniste, publie aussi son organe «Unione Operaia» en italien, mais il n'est pas facile de les trouver. Il en va de même pour le mensuel anarchiste «Azione Diretta».

Un bimestriel intitulé «Nord-Sud» sort de presse depuis l'année passée et joue le rôle d'organe du mouvement de contre-information sur le développement: au sommaire, des informations sur le tiers-monde. Le numéro de janvier 1981 était consacré à l'Erythrée (adresse utile: via Pretorio 3 — 6900 Lugano).

L'Association des enseignants socialistes édite un mensuel «Verifiche» et des bulletins sont diffusés par des groupements locaux tels «Unità Socialista» à Torricella-Taverne, «Informazione» à Lamone. Dans ce cas il s'agit d'un périodique du PSA, des Indépendants de gauche et du groupe socialiste de la localité.

A quand un recensement de tous ces journaux dont les petits tirages additionnés représentent un important potentiel d'information?

ITALIE: UNE PRESSE MOURANTE

On a parlé de la disparition de «Libération» en France mais on néglige un peu la presse quotidienne d'extrême-gauche qui vit en Italie depuis dix ans. Toujours une existence précaire et la situation ne s'améliore pas!

«Il manifesto» attend d'atteindre son dixième anniversaire avant de disparaître, tué par les dettes.

«Lotta continua» a cessé de paraître le 14 janvier en raison du poids de ses dettes. Depuis lors, une souscription est en cours. Un numéro spécial a été publié en mars pour soutenir l'ardeur des militants et faire le point, mais le but, qui est la reparution, est encore éloigné.

«Il quotidiano dei lavoratori» paraît toujours, mais probablement dans des conditions aussi difficiles que les autres.

En fait, ce qui est extraordinaire, c'est qu'une expérience de journalisme politique ait pu durer aussi longtemps et montrer ainsi les possibilités de trouver de nouvelles formules.

A suivre.